

## **Face à Israël, l'irrationalité l'emporte**

Article de presse paru dans le journal *Le Courrier* – 5 février 2004

Propos recueillis par Rachel Haller.

Expert des questions relatives au Proche-Orient, **Pascal de Crousaz** dénonce la fascination qu'exerce sur les Occidentaux le conflit israélo-palestinien. Une fascination nourrie de projections parfois irrationnelles qui seraient autant de freins à la résolution du conflit. Il s'exprimera ce soir à Genève dans le cadre d'une conférence sur les relations entre la Suisse et Israël[1].

### **Le Courrier: Pourquoi parlez-vous de fascination pour décrire le rapport qu'entretient l'Europe avec Israël et la Palestine?**

Pascal de Crousaz: Très concrètement, la place qu'occupe dans les médias et les consciences le conflit israélo-palestinien ne possède aucune commune mesure avec sa dimension. En cent ans, celui-ci a fait probablement moins de victimes que la plupart des autres conflits actifs dans le monde. Alors que depuis des décennies, Jérusalem est le deuxième nom de ville le plus souvent cité dans les médias.

### **Comment expliquez-vous cette surenchère?**

– Malgré la laïcité de nos sociétés – ou peut-être à cause d'elle – tout ce qui touche à cette terre surinvestie en sacralité trouve un énorme retentissement. De plus, le conflit israélo-palestinien possède tous les ingrédients d'une tragédie propre à mobiliser les esprits: les pierres millénaires, le sang, les larmes, le sacrifice, les passions... Plus prosaïquement, on n'a non plus jamais reçu autant d'informations et d'images d'un conflit. La plupart des médias disposent d'une équipe sur place qui, si ce n'est que pour justifier ses coûts fixes, relaie petits et grands événements et contribue à maintenir les consciences éveillées. Ainsi, la presse elle-même s'est prise au jeu de la fascination.

### **Peut-on encore parler d'objectivité?**

– Là est le noeud du problème. Les Occidentaux investissent ce conflit d'enjeux et de questionnements qui leur sont propres. Du coup, ils tendent à le complexifier, à l'éloigner de sa réalité et à rendre ainsi sa résolution plus passionnelle. Pour preuve, la communauté internationale n'arrive pas à faire appliquer les résolutions des Nations Unies édictées sur la base d'un regard froid, objectif et juridique. Pourtant, leur contenu est limpide. Elles reconnaissent l'existence de deux peuples, l'égalité de leurs droits et l'illégalité de l'occupation et de la colonisation.

### **Ce phénomène d'identification est-il récent?**

- Dès le début du siècle et, surtout, peu après la création de l'Etat d'Israël, les Occidentaux ont vu en ce dernier la réunion des impossibles rendus possibles: une cohabitation harmonieuse entre un modèle capitaliste et la formule la plus achevée du communisme –les kibboutz–, un Etat ancien-nouveau où la Bible pouvait servir de carte d'état-major et une langue morte reprendre vie. Bref, Israël a longtemps incarné l'exemple du progrès dans une région dominée par l'«obscurantisme». A partir des années 1960-1970, certains courants de pensée ont commencé à remettre en doute la valeur absolue du progrès et à prendre fait et cause pour des sociétés plus «authentiques», comme la société palestinienne. Cette nouvelle tendance s'est confirmée avec la guerre du Liban en 1982 et la première Intifada, entre 1987 et 1993, où le peuple palestinien a été clairement identifié comme «la» victime. La situation est plus confuse aujourd'hui, où victimes et bourreaux s'échangent leur rôle.

### **Existe-t-il un clivage droite-gauche dans la perception du conflit?**

– L'originalité de cette guerre procède notamment du consensus qu'elle a su susciter. Ensemble, les camps bourgeois et les partis de gauche ont soutenu l'entreprise sioniste, puis condamné l'occupation et la répression. Mais depuis peu, la gauche et les mouvements altermondialistes font de la cause palestinienne l'un de leurs principaux chevaux de bataille, sans doute pour sa dimension symbolique d'oppression et de «victimisation». Par réaction mécanique, la droite soutient de plus en plus l'autre camp. Et cette rupture politique va jouer

en défaveur des Palestiniens, car le conflit est en train de devenir un instrument de lutte entre la gauche et la droite, alors que seul un consensus fort entre et au sein des pays occidentaux pourrait imposer une solution rationnelle et viable. L'exemple de l'Italie est particulièrement frappant: pourtant à la pointe de l'action européenne pour la reconnaissance des droits palestiniens dans les années 80 et 90, elle se range aujourd'hui du côté de Sharon, car Berlusconi a pu assimiler les discours pour la défense des droits palestiniens à ceux de ses ennemis de gauche.

**On vient de l'apprendre, Ariel Sharon, le premier ministre israélien, envisagerait de faire passer des localités arabes israéliennes sous souveraineté palestinienne, en échange de l'annexion par Israël de zones de Cisjordanie. Un premier pas?**

– Cela permettrait d'obtenir deux entités ethniquement plus homogènes. Certains parleraient d'une forme douce de purification ethnique. On pourrait ainsi se «débarrasser» des arabes israéliens, qui disposent aujourd'hui du droit de vote et qui sont perçus comme une menace en raison de leur poids démographique croissant, pour avoir un Etat juif plus juif que jamais.

*Tiré du site internet [www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)*